

Jérôme Fourquet
Marie Gariazzo

Gaspard Jaboulay François Kraus
Sarah Wolber

EN IMMERSION

**ENQUÊTE SUR UNE SOCIÉTÉ
CONFINÉE**

Et maintenant ?

Le Point

Seuil

Fondation
Jean Jaurès

EN IMMERSION

Jérôme Fourquet
Marie Gariazzo
Gaspard Jaboulay, François Kraus,
Sarah Wolber

EN IMMERSION

Enquête sur une société confinée

POSTFACE PAR GILLES FINCHELSTEIN
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

Éditions du Seuil
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

Ce livre est publié en partenariat
avec la Fondation Jean-Jaurès et *Le Point*.

ISBN 978-2-02-146740-6

© Éditions du Seuil, juin 2020

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

L'épidémie de Covid-19 et le confinement généralisé qu'elle a provoqué ont constitué une épreuve inédite et singulière pour notre pays. Pendant de longues semaines, des dizaines de millions de Français sont restés chez eux ou sont allés travailler la peur au ventre car dehors un véritable tueur en série rôdait. Fait social total, la propagation du virus a, en quelques jours seulement, mis à l'arrêt l'économie, bouleversé l'agenda du gouvernement et la vie quotidienne de nos concitoyens. Emmanuel Macron a comparé à plusieurs reprises cette épidémie à une situation de guerre. Et de fait, comme lors d'un conflit, l'attention de la population et celle de ses dirigeants se sont focalisées sur un objectif unique : vaincre l'ennemi. Comme en période de guerre, tous les sujets de controverse qui agitaient le pays quelques semaines plus tôt sont devenus soudainement secondaires et toute l'action publique s'est trouvée subordonnée à l'effort de guerre. Des pans entiers de l'économie ont été également mobilisés dans ce but. Et comme à l'occasion d'une guerre, on a publié chaque jour un bulletin officiel témoignant de la situation au front et inventariant le nombre de morts et de blessés.

Durant cette période très particulière, l'Institut français d'opinion publique (Ifop) a réalisé une série d'enquêtes

quantitatives auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 1 000 à 3 000 personnes, visant à prendre le pouls de la population – niveau d'inquiétude, jugement porté sur l'action de l'exécutif face à l'épidémie, évaluation de la façon dont elle a appliqué les désormais fameux « gestes barrière ». D'autres sources documentaires (presse, études d'autres instituts de sondage) ont également été mobilisées.

Mais, parallèlement à cette batterie d'enquêtes, nous avons décidé de croiser les approches dites quantitatives et qualitatives – le croisement des regards et approches nous semblant particulièrement fructueux –, et l'Ifop a ainsi déployé, pour l'hebdomadaire *Le Point* et la Fondation Jean-Jaurès, que nous remercions pour leur soutien précieux, un dispositif d'observation au long cours. Pour mettre en place ce protocole inédit dans sa durée, nous avons constitué un panel de trente-trois Françaises et Français, de toutes conditions, de tous âges et issus de toutes régions, que nous avons suivis pendant près de deux mois. Certains habitaient à la campagne, d'autres à la périphérie des villes ou au sein d'une grande agglomération. Ils vivaient seuls, en couple ou entourés de leur famille. Beaucoup se sont organisés pour télétravailler, certains se sont mis en arrêt maladie pour s'occuper de leurs enfants ou ont été mis en chômage partiel. Plusieurs ont continué à sortir pour travailler (professionnels de santé, forces de l'ordre, commerçants ou personnels de la grande distribution, etc.). Vivant en studio, dans un trois-pièces avec terrasse, au sein d'une maison avec jardin en ville ou à la campagne, tous n'ont pas été confinés dans les mêmes conditions, mais tous se sont livrés sans réserve sur leur vie quotidienne. Chaque jour, nous leur avons demandé de remplir un « carnet de confinement ».

Le profil des trente-trois personnes que nous avons suivies *via* cette « communauté qualitative en ligne » est présenté en annexe 1, à la fin de ce livre. Elles sont appelées « participants » dans les pages qui suivent. En annexe 2 figure le profil d'autres personnes qui, elles, ont été interrogées dans le cadre d'interviews qualitatives approfondies pour compléter et enrichir notre dispositif principal. Le prénom des personnes qui le souhaitaient a été modifié pour respecter leur anonymat.

L'ampleur des témoignages que nous avons reçus montre à quel point la tenue de ce journal répondait à une attente forte : mettre des mots sur ce qui semblait « irréel », « impensable », « surréaliste », « inimaginable », tenter de comprendre ce qui nous arrivait, rendre compte des sentiments confus que cette situation a générés, entre angoisse, colère, impuissance et désir de rester optimiste.

À l'instar des reporters de guerre embarqués dans une unité de première ligne, nous avons donc observé au plus près les Français au cours de cette période qui marquera notre histoire collective. Confinement à domicile, ravitaillement, télétravail ou travail sur site, école à la maison, loisirs, relations dans le couple, comment nous sommes-nous organisés dans les multiples aspects de la vie quotidienne ? Comment avons-nous réagi à l'évolution de l'épidémie et à l'action des pouvoirs publics ? Cadre télétravaillant depuis l'île de Ré *versus* caissière en première ligne, le confinement a-t-il vraiment constitué une épreuve partagée par l'ensemble du monde du travail ? L'épidémie et le confinement ont-ils raffermi le sentiment d'appartenance collective ou exacerbé les fractures déjà à l'œuvre ? En d'autres termes, la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) a-t-elle constitué un antidote ou un révélateur de l'archipelisation de la société française ?

Quelle empreinte laissera-t-elle sur nos vies et sur celle du pays ?

Et maintenant, dans quel état d'esprit les Françaises et les Français abordent-ils la phase qui s'ouvre ?

Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, directeur et directrice adjointe du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop, ont assuré la coordination et la direction de ce travail collectif. Ils ont étroitement collaboré avec François Kraus, quantitatifiste à l'Ifop, et avec Sarah Wolber et Gaspard Jaboulay, qualitativistes travaillant également à l'Ifop.

Le basculement dans la peur

1. Dimanche 15 mars, premier tour des élections municipales : s'abstenir pour ne pas prendre de risques

Même si le confinement ne fut annoncé qu'après le premier tour des élections municipales, ce scrutin s'est déroulé dans une ambiance très pesante. La peur de l'épidémie s'était déjà emparée de toute une partie du corps social depuis plusieurs semaines. À la fin du mois de janvier, 44 % de nos concitoyens se déclaraient inquiets pour eux et leur famille¹. Même si, pour l'heure, une majorité des Français n'étaient pas inquiets, le coronavirus disposait déjà d'un potentiel anxiogène plus puissant que d'autres virus. À titre de comparaison, en octobre 2005, le niveau d'inquiétude s'établissait ainsi à 32 % à propos de la grippe aviaire, il serait absolument identique en septembre 2009 à propos de la grippe A. À la suite de l'annonce d'un premier décès causé par le Covid-19 sur notre territoire le 26 février, l'inquiétude fit un bond à 61 % fin février,

1. Sondage Ifop-Fiducial pour CNews et Sud Radio réalisé en ligne du 29 au 30 janvier 2020, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes.

avant de redescendre à 47 % de personnes inquiètes au tout début du mois de mars. L'aggravation de la pandémie sur le plan mondial, la situation dramatique en Italie et la multiplication des cas en France accrurent significativement la prise de conscience par la population de la dangerosité de la situation. Cette prise de conscience fut encore accélérée par l'intervention présidentielle du 12 mars, suivie de la prise de parole du Premier ministre le 14. Le 15, jour du vote, l'opinion avait basculé ! 74 % des Français éprouvaient de l'inquiétude face à cette épidémie¹.

Bien que le gouvernement se soit montré rassurant en précisant les règles sanitaires qui seraient observées dans les bureaux de vote partout en France (distance de sécurité dans les files d'attente, présence de gel hydroalcoolique, etc.), les électeurs furent très nombreux à bouder les urnes. Il est vrai que le ton employé par le président de la République dans son allocution du 12 mars ne se voulait guère apaisant. L'annonce de la fermeture des écoles pour le lundi 16 – écoles qui, dans de très nombreuses communes, étaient justement le lieu où les Français étaient appelés à voter – généra beaucoup de perplexité. Dans ce contexte, nombre de citoyens s'appliquèrent à eux-mêmes le principe de précaution et restèrent chez eux le 15 mars. C'est ainsi que le premier tour des municipales, scrutin relativement prisé des Français, fut marqué par une abstention massive qui atteignit le niveau de 56 % des inscrits – soit 20 points de pourcentage de plus que lors des précédentes municipales, en 2014. Cette augmentation inédite et spectaculaire

1. Sondage Ifop pour *L'Express* réalisé en ligne le 15 mars 2020, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 811 personnes.

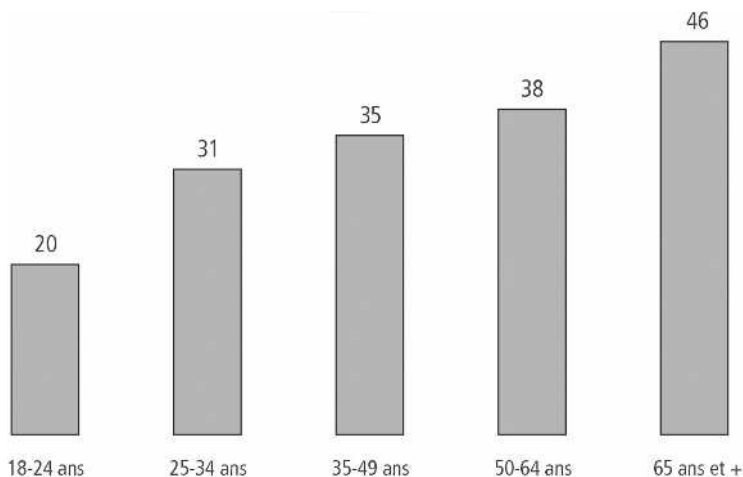
du nombre des abstentionnistes de plus de neuf millions de personnes est très clairement imputable à ce climat de peur. Selon le sondage « Jour du vote »¹, 36 % des abstentionnistes indiquèrent que leur refus de se rendre aux urnes était uniquement lié au coronavirus. Or, recalculée sur la base de l'ensemble des inscrits, cette part d'abstentionnistes par crainte du virus représente 20 % du corps électoral ; autrement dit, elle rend compte à elle seule de la progression de l'abstention enregistrée par rapport à 2014. Dit autrement encore, la peur du Covid-19 a détourné des urnes un électeur sur cinq, ce qui est considérable. Cette proportion donne la mesure de la crainte dont était saisi le pays quarante-huit heures avant l'entrée en confinement.

Comme le montre le graphique suivant, la peur de la contamination a d'abord frappé les personnes âgées, traditionnellement les plus civiques. Plus un électeur était âgé, et plus il a eu tendance à éviter de se rendre aux urnes à cause de l'épidémie. Parmi les abstentionnistes de 65 ans et plus, ce motif a concerné près d'une personne sur deux (46 %), alors que la proportion ne s'établissait qu'à 20 % parmi les abstentionnistes de 18 à 24 ans, tranche d'âge s'abstenant toujours massivement.

Cet effet dissuasif affectant principalement les générations les plus âgées (les plus exposées au virus) s'observe sur l'ensemble du territoire national. C'est lui, donc, qui explique au premier chef la très forte hausse de l'abstention.

1. Sauf mention contraire, les sondages évoqués dans le texte ont été réalisés par l'Ifop.

*Proportion d'abstentionnistes n'étant pas allés voter
aux élections municipales du 15 mars 2020 uniquement
à cause du coronavirus, par tranche d'âge (en %)*



SOURCE : Ifop, 15 mars 2020.

Alors qu'on aurait pu penser que cette dernière serait influencée par le degré de prévalence de l'épidémie sur le terrain, on n'observe pas de corrélation significative et claire entre les deux données. Si l'on s'intéresse plus particulièrement au département du Haut-Rhin, on observe que Mulhouse, principal foyer («*cluster*») infectieux, a vu l'abstention augmenter (+ 21 points) dans la même proportion que sur le plan national (+ 20 points). On constate, par ailleurs, que la hausse de l'abstention en 2020 dans différentes communes du département n'est pas indexée sur la distance par rapport à Mulhouse, comme le montre le tableau suivant.

*Évolution de l'abstention entre les élections municipales de 2014
et de 2020 dans certaines communes du Haut-Rhin*

Communes	Distance par rapport à Mulhouse (en kilomètres)	Hausse de l'abstention entre 2014 et 2020 (en points de pourcentage)
Mulhouse	–	+ 21
Riedisheim	3	+ 21,2
Illzach	4	+ 36
Lutterbach	5	+ 27,9
Kingsersheim	6	+ 25,5
Wittenheim	8	+ 29,5
Thann	21	+ 18,8
Ensisheim	23	+ 32
Guebwiller	24	+ 24,5
Colmar	42	+ 21
Ribeauvillé	58	+ 23,4

De la même façon, dans d'autres *clusters*, la hausse de l'abstention n'a pas été systématiquement plus forte qu'au plan national : + 18,2 points à Auray (Morbihan) ou + 13,1 points à Creil (Oise). C'est donc bien à une poussée générale de l'abstention que nous avons assisté, phénomène provoqué par une forte inquiétude face à l'épidémie, et cela, sur tout le territoire national.

2. De l'inquiétude des plus âgés à la sidération de toute la population

Tout au long de la journée du 15 mars, l'abstention qui se dessinait aura constitué un motif d'inquiétude important. En soirée, l'incapacité des candidats et des commentateurs à se

concentrer sur les résultats du scrutin, entièrement focalisés qu'ils étaient sur le coronavirus, témoigna en direct de la prise de conscience de l'ensemble du personnel politique. Tous parlèrent à l'unisson pour évoquer la gravité de la situation, le premier tour de ces élections municipales prenant une tout autre couleur à mesure que les heures passaient et que le maintien du second tour était de plus en plus sujet à caution : futile perspective, en effet, dans un tel contexte.

Les deux jours suivants, la France tout entière bascula dans une forme de sidération. « Il fallait s'y attendre... mais on n'a rien vu venir », résume le 18 mars Anne, documentaliste dans un collège du Val-de-Marne. Car, en effet, pourquoi la France aurait-elle échappé à la menace de l'épidémie de Covid-19 ? Pour beaucoup, cette crise témoigne alors d'une certaine arrogance des pays industrialisés, en ce qu'ils auraient sous-estimé ce qui se passait de l'autre côté du monde, en Chine notamment, comme s'il était tout simplement impossible que se produise ici ce qui tuait en nombre là-bas. Au-delà de la prise en considération du cas de la Chine, ce qui passe encore moins bien, c'est l'absence d'enseignements tirés de la situation italienne. Comment expliquer que les autorités n'aient pas appelé au confinement plus tôt, quand la situation à nos frontières se dégradait si vite ? Plusieurs membres de notre « communauté » reviendront sur le sujet dans le cadre de notre enquête, et notamment sur les déclarations perçues comme totalement déplacées de la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye¹, témoignant, dirent-ils

1. Le 11 mars, la porte-parole du gouvernement déclarait : « L'Italie a pris des mesures, je pense notamment aux contrôles de température à l'arrivée de vols en provenance de zones à risque, qui n'ont pas permis d'enrayer l'épidémie. Nous n'avions pas pris ce type de mesure. » Une prise de parole fortement critiquée et perçue comme une remise en cause des méthodes italiennes. Les

alors, d'un « complexe de supériorité si français ». Mais les Français sont nombreux à penser mi-mars que nous avons « une semaine de retard » dans la prise en charge de la crise, et les regards qu'ils tournent vers la botte de l'Europe sont alors source de la plus grande angoisse, compte tenu du nombre de morts qu'on y enregistre et que le confinement ne parvient pas encore à limiter.

*Un premier tour des élections qui signe
l'impréparation de la France face au Covid-19*

Domine dans les témoignages recueillis le sentiment d'une grande impréparation de la France, d'un manque d'anticipation extrêmement dommageable, qui vient aggraver un sentiment de défiance vis-à-vis du pouvoir déjà fortement ancré avant la crise. « Comme d'habitude, nous n'avons pas pris la mesure de la gravité de la situation et nous pensions être à l'abri de ce virus », commente Marc, policier de 49 ans qui vit à Châteauneuf-les-Martigues, dans les Bouches-du-Rhône. « J'avais l'impression de revivre Tchernobyl [quand, en 1986, le nuage toxique s'était, selon la version officielle, arrêté aux frontières de la France] », avance pour sa part Jean-Louis, un Parisien de 58 ans qui se dit choqué « des atermoiements du gouvernement concernant le confinement ». Pour beaucoup, la parole gouvernementale a manqué de clarté au début de la crise. Les interventions d'Emmanuel Macron et celles des membres du gouvernement

critiques venues de toutes parts ont obligé Sibeth Ndiaye à revenir sur ses propos dès le 12 mars, en précisant qu'elle visait uniquement par ses propos ces mesures initiales de contrôle de température et de fermeture des frontières aux vols en provenance de zones à risque, et qu'elle apportait par ailleurs tout son soutien au peuple italien.

ont souvent donné le sentiment d'injonctions contradictoires : « allez voter » mais « restez chez vous », « ne sortez pas » mais « allez travailler », « vous pouvez aller faire du sport » mais « ne sortez que pour des raisons d'extrême nécessité », renvoyant le gouvernement à son impuissance et à sa difficulté à fixer un cap précis face à l'épidémie.

Lors de l'allocution présidentielle du 12 mars, l'absence de consignes fermes contraste fortement, aux oreilles des Français, avec le vocabulaire martial employé par le Président. « Il n'a pas arrêté de parler de guerre mais il n'a jamais dit "confinement" », déplore Jean-Louis. À nouveau, l'exécutif apparaît pris de court, incapable d'anticipation, donnant l'impression d'avoir toujours un train de retard sur le virus. Toute chose égale par ailleurs, ce manque de réactivité fait penser à celui que décrit Marc Bloch en juin 1940 : « Notre propre marche était trop lente, notre esprit, également, trop dépourvu de promptitude, pour nous permettre d'accepter que l'adversaire pût aller si vite¹. »

D'ailleurs, plus l'épidémie progresse, plus le confinement se prolonge, plus les critiques sur le manque d'anticipation de la France se font vives. Les enquêtes quantitatives confirment que l'idée d'un manque de réactivité ne cesse de gagner du terrain dans l'opinion à mesure que l'épidémie se propage. À la fin du mois de janvier, il se trouvait encore 59 % de Français pour estimer ainsi que le gouvernement avait réagi rapidement face à la crise. Ils ne sont plus que 48 % un mois plus tard, comme le révèle un sondage réalisé les 27 et 28 février 2020, au lendemain du premier décès français lié au Covid-19. Avec l'annonce de la fermeture des écoles et d'autres mesures de mobilisation importantes, le

1. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite* (1946), Paris, Gallimard, 1990, p. 75.

gouvernement freine l'érosion de son image dans l'opinion : 43 % des Français (soit une baisse de 5 points seulement) s'accordent à dire qu'il a réagi rapidement, si l'on en croit une enquête réalisée le 15 mars, à l'occasion du premier tour des municipales.

La mise en place jugée tardive du confinement et l'augmentation rapide du nombre de décès amplifient ensuite cette dynamique d'opinion, le résultat chutant à 29 % les 19-20 mars puis à 26 % une semaine plus tard. Et de fait, l'effet déstabilisant sur notre système de santé de « la vague du tsunami », pour reprendre la formule d'Agnès Buzyn¹, ancienne ministre de la Santé, a rapidement entamé la crédibilité de l'exécutif. Les 19 et 20 mars à nouveau, soit quelques jours après l'instauration du confinement, si 55 % des Français faisaient confiance au gouvernement pour faire face efficacement au coronavirus, ils n'étaient plus que 44 % sept jours après...

Avec le recul, le maintien des élections municipales apparaît comme une aberration, une véritable « erreur politique et sanitaire ». « Des millions de Français que l'on encourage à aller voter et qu'on engueule en leur disant qu'ils sont irresponsables parce que après avoir voté ils se sont promenés ! Si nous sommes en guerre, nous ne sommes pour le moment pas du côté des gagnants », enrage Anne. Il faudra attendre encore un peu pour prendre la mesure des séquelles qu'aura laissées dans l'opinion ce premier tour des élections municipales de 2020. Pourtant, l'annonce quelques semaines plus tard de la contamination de nombreux élus locaux et du décès d'un certain nombre d'entre eux, dont Patrick Devedjian

1. Citée par « Les regrets d'Agnès Buzyn : "On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade" », *Le Monde*, 17 mars 2020.

n'est que le plus célèbre, alimente déjà l'idée que cette prise de risque inconsidérée aurait pu être évitée, en dépit des « conseils scientifiques derrière lesquels le gouvernement a tenté de se cacher ».

Les études épidémiologiques en cours apporteront des éléments de réponse clairs sur l'éventuel effet propagateur du scrutin dans l'ensemble de la population¹. Mais certaines remontées de terrain indiquent que plusieurs maires, des présidents de bureaux de vote ou des assesseurs, publics potentiellement les plus exposés, ont développé la maladie – voire même en sont décédés – dans les jours ayant suivi l'élection. La date d'apparition des symptômes, quelques jours après le scrutin, laisse penser que ces personnes ont pu contracter le virus dans les bureaux de vote ou à la fin de la campagne lors de porte à porte, distribution de tracts ou de réunions publiques, car beaucoup d'assesseurs sont souvent des militants impliqués dans la vie politique locale. Cette contamination a été logiquement plus fréquente au sein des régions où le virus s'était déjà bien répandu au sein de la population. Trois maires de communes situées dans le quart nord-est du pays (Bas-Rhin, Marne et Côte-d'Or) sont ainsi décédés une dizaine de jours après le scrutin. Plusieurs assesseurs et présidents de bureaux de vote ont, quant à eux, été contaminés en région parisienne, autre foyer précoce, notamment à Franconville et Montmagny

1. À ce sujet, voir déjà Jean-David Zeitoun, Matthieu Faron, Sylvain Manternach, Jérôme Fourquet et Jérémie H. Lefèvre, « Reciprocal Association between Epidemic Spread of Covid-19 in France and People Participation to Municipal Elections: Nationwide Observational Study ». Cette étude à paraître tend à démontrer qu'un niveau de participation élevé ne s'est pas mécaniquement traduit par une accélération de la propagation de l'épidémie dans ces territoires.

(Val-d'Oise), Melun (Seine-et-Marne), ou bien encore dans le XVII^e arrondissement de Paris. La Seine-Saint-Denis a été également très touchée. À Drancy, deux conseillers municipaux sont morts. Jean-Charles Nègre, conseiller municipal de Montreuil et figure du Parti communiste français, n'a pas résisté lui non plus au Covid-19.

*Pénurie de masques : symbole de l'incurie de l'État
et du déclassé de la France*

Au-delà des élections, c'est bientôt la pénurie de masques chirurgicaux, de gels hydroalcooliques et de respirateurs qui occupe tout l'espace médiatique, toutes les conversations, et concentre mécontentement et incompréhension. Sur ce point, la sidération est à son comble : « Comment un pays aussi riche que la France a pu manquer aussi longtemps de masques pour faire face à une telle épidémie ? » Au début du confinement, cette situation choque tout particulièrement en ce qu'elle pénalise les professionnels de santé intervenant auprès des malades, à l'hôpital ou en ville. L'investissement total de ces soignants au péril de leur vie suscite l'admiration de tous. Alors, pourquoi ne met-on pas tout en œuvre pour les protéger et leur faciliter la tâche ? Cette absence de protection est perçue d'ailleurs comme une double mise en danger. Si les personnels soignants sont atteints en nombre, c'est tout le système de soin qui se trouve fragilisé, avec, en bout de chaîne, le risque de perdre encore plus de terrain face à l'épidémie. « À la guerre, il faut utiliser toutes les armes et les masques en sont une, la première même. » Au-delà des professionnels de santé, la situation des « deuxièmes-lignes », pour reprendre la métaphore présidentielle, et notamment celle des salariés de la grande distribution et des forces de

l'ordre, inquiète très rapidement. La pénurie de protections pour ces professionnels contraints de continuer à travailler au contact du public est jugée d'autant plus inadmissible qu'elle accroît les risques de transmission et confronte ces personnels à des situations de stress et d'angoisse importantes. « C'est la roulette russe », nous dit un policier chargé d'effectuer les contrôles d'autorisation de circulation sans masque ni gants, aux yeux duquel ce métier s'apparente plus que jamais à un sacerdoce – un « sacrifice », précise-t-il. Au fur et à mesure que ces professions surgissent au premier plan de l'actualité, leur exposition au risque est jugée totalement injuste, indigne d'un pays comme la France.

Cette crise agit alors à la manière d'un révélateur. Beaucoup de Français découvrent avec angoisse que ces États « forts » et « riches » comme le leur sont faillibles, dépassés, démunis, incapables de fournir en masse les protections nécessaires aux soignants pour agir et lutter contre la pandémie. Un peu comme s'il suffisait de se croire fort pour éloigner la menace. Le 15 mars, jour de vote et avant-veille de la mise en place du confinement, 54 % des sondés adhéraient encore à l'idée que « le gouvernement donne tous les moyens aux infrastructures et aux professionnels de santé pour lutter contre le virus ». Confrontée aux témoignages de plus en plus nombreux de médecins ou d'infirmières se plaignant d'un manque criant de masques, de gel hydroalcoolique puis de tests de dépistage, l'opinion bascule très vite dans le reproche et l'incrédulité face au chaos sanitaire. Ainsi, selon un sondage effectué les 26-27 mars, soit à peine dix jours plus tard, ils ne sont plus que 34 % (soit une chute de 20 points) à partager ce jugement.

Le besoin de comprendre est immense pour nos populations, qui se pensaient épargnées, protégées : « Quand on vit

en France, on pense que ce genre de chose est impossible, et là on découvre que l'hôpital est à l'abandon, on se dit qu'on est vraiment sur le fil du rasoir ! » résume Jean-Louis. Pour beaucoup, les grandes épidémies relevaient du passé ou des pays en voie de développement.

Le 12 mars, Emmanuel Macron avait donc comparé la situation de la France à celle d'un pays en guerre. Si l'on file la métaphore, beaucoup de nos concitoyens ont éprouvé, au début du confinement, la même stupéfaction et le même abattement qui furent ceux des Français en juin 1940, lorsque l'armée française, réputée la plus puissante du monde, s'effondra en quelques semaines seulement sous les coups de boutoir des *Panzerdivisionen*. De la même manière, nos participants, et plus généralement l'ensemble des Français, se sont demandé comment notre système de santé, lui aussi réputé comme étant l'un des plus performants au monde, a pu se retrouver au bord de l'implosion face au virus. Comment a-t-on pu en arriver là ? Et si, comme à l'époque de Marc Bloch, le courage et l'abnégation des fantassins (aujourd'hui en blouse blanche) forcent le respect, la responsabilité du commandement en chef et de ceux qui ont défini la stratégie semble bel et bien engagée.

Pour preuve, certains discours d'Emmanuel Macron ou des membres du gouvernement sur la valorisation de notre système de santé passent particulièrement mal. Si, en ces temps inédits, le Président est prompt à reconnaître l'héroïsme des soignants dans la « guerre » qui se mène actuellement, pour reprendre ses propos, sa surdité aux cris d'alarme des professionnels de santé et des urgentistes en grève avant l'épidémie est loin d'être oubliée. Et, sur ce point, s'il est loin d'être le seul comptable d'une situation depuis longtemps dégradée, il pourrait se voir accuser, avant

POSTFACE

La nouvelle cartographie.

Dix repères pour le monde d'après 199

par Gilles Finchelstein

Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

ANNEXE 1. Liste des participants à la communauté

Ifop/*Le Point*/Fondation Jean-Jaurès 215

ANNEXE 2. Liste des personnes interviewées

de façon individuelle sur des thématiques spécifiques . . . 218